

# CHARTRE INFORMATIQUE

Utilisation de l'internet, des réseaux et des services multimédia au lycée François Mauriac. La présente charte a pour objectif de définir les règles d'utilisation des moyens et systèmes informatiques en réseau à usage pédagogique du lycée François Mauriac. Elle s'inscrit dans le cadre des lois en vigueur\* :

Cette charte s'applique à toute personne, élève, enseignant, personnel administratif ou technique, autorisée à utiliser les moyens et systèmes informatiques à usage pédagogique.

Un compte utilisateur pour le réseau ou l'ENT (espace numérique de travail) est créé initialement avec un premier mot de passe.

L'utilisateur s'engage à définir, lors de sa première connexion au serveur, son mot de passe personnel.

Les noms d'utilisateurs et le compte informatique associé sont personnels et inaccessibles.



## Généralités

- La fourniture de services liés aux technologies de l'information et de la communication ne peut répondre qu'à un objectif pédagogique et éducatif.
- Tous les élèves inscrits peuvent bénéficier d'un accès aux ressources et services multimédias de l'établissement après acceptation de la Charte. Pour les mineurs, la signature de la charte est subordonnée à l'accord des parents ou du représentant légal.
- L'établissement s'engage à préparer les élèves, les conseiller et les assister dans leur utilisation des services proposés.
- L'élève s'engage à respecter la législation en vigueur, et l'établissement est tenu d'en faire cesser toute violation.
- L'établissement, pour des raisons techniques mais aussi juridiques, peut être amené à faire analyser et contrôler l'utilisation des services TICE.

Il se réserve, dans ce cadre, le droit de recueillir et de conserver les informations nécessaires à la bonne marche du système tout en assurant la confidentialité des données personnelles. La durée de conservation des informations ne peut en tout état de cause excéder la durée nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées.

- L'établissement s'efforce de maintenir les services accessibles en permanence, mais peut interrompre l'accès pour toutes raisons, notamment techniques, sans pouvoir être tenu pour responsable des conséquences de ces interruptions.
- L'utilisateur s'engage à ne pas perturber volontairement le fonctionnement des services et notamment à ne pas utiliser de programmes destinés à contourner la sécurité, ne pas introduire de programmes nuisibles (virus ou autres), ne pas modifier sans autorisation la configuration des machines.

## \*Lois en vigueur

- |   |   |
|---|---|
| • Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 " informatique, fichiers et libertés ",     | • Loi 91-646 du 10 juillet 1991,  |
| • Loi n°78-753 du 17 juillet 1978 sur l'accès aux documents administratifs, | • Loi n°95-597 du 1er juillet 1992 " code de la propriété intellectuelle ", |
| • Loi n°85-660 du 3 juillet 1985 sur la protection des logiciels,           | • Code Pénal et notamment les articles 226-1 à 226-7 ; 323-1 à 323-7,       |
| • Loi n°88-19 du 5 janvier 1988 relative à la fraude informatique,          | • Code Civil, et notamment son article 9.                                   |
| • Loi d'orientation du 10 juillet 1989,                                     |   |





### Accès à l'Internet

- L'accès aux ressources du Web a pour objet exclusif des recherches dans le cadre d'activités pédagogiques.
- Les élèves mineurs ne peuvent mener ces recherches qu'en présence d'un adulte responsable.
- Aucun système de filtrage n'étant parfait, l'établissement ne peut être tenu pour responsable de la non conformité des documents consultés avec la recherche effectuée.
- L'établissement se réserve la possibilité de contrôler les sites visités par les élèves pour leur éviter d'accéder à des sites illicites ou interdits aux mineurs et de vérifier que l'utilisation des services reste conforme aux objectifs pédagogiques.

### Messagerie et forums

- L'élève s'engage à n'utiliser le service, et notamment les listes d'adresses, que pour un objectif pédagogique et éducatif. Il s'engage en particulier à ne pas stocker, émettre ou faire suivre des documents ou des messages à caractère violent, pornographique, raciste, diffamatoire ou injurieux. Il s'engage à ne pas procéder à du harcèlement.
- L'élève s'engage à garder confidentiel son mot de passe et à ne pas s'approprier le mot de passe d'un autre utilisateur.

### Publication de pages Web ou de documents

Lors de la mise en place de pages Web dans un cadre pédagogique (site, blog, réseaux sociaux, ENT...), les rédacteurs doivent garder à l'esprit que sont interdits et pénalement sanctionnés :

- le non-respect des droits de la personne (atteinte à la vie privée d'autrui, racisme, diffamation, injure)
- la publication de photographies sans avoir obtenu l'autorisation écrite de la personne représentée ou de son représentant légal si elle est mineure.
- le non-respect des bonnes mœurs, des valeurs démocratiques et du principe de neutralité du service public
- le non-respect de la propriété intellectuelle et artistique (droits d'auteurs)
- le non-respect de la loi informatique et libertés (traitement automatisé de données nominatives)

Il n'est pas interdit de « copier-coller » une partie du travail d'un auteur (texte, photographie, etc.) Mais d'un point de vue juridique, le plagiat est assimilé à un délit de contrefaçon. C'est une fraude, une atteinte au droit d'auteur et à la propriété intellectuelle. C'est aussi une faute disciplinaire, susceptible d'entraîner une sanction. Il est obligatoire de citer la source de l'emprunt dans son propre travail.

### Réseau pédagogique local

- L'identifiant et le mot de passe d'un élève sont strictement personnels et confidentiels et il est responsable de leur conservation.
- L'élève ne doit pas masquer son identité sur le réseau local ou usurper l'identité d'autrui en s'appropriant le mot de passe d'un autre utilisateur.
- L'utilisateur ne doit pas effectuer des activités accaparant les ressources informatiques et pénalisant la communauté (impression de gros documents, stockage de gros fichiers, encombrement des boîtes aux lettres électroniques...)
- Un site Web consultable seulement en Intranet est soumis aux mêmes règles que s'il était publié sur Internet

### Sanctions

La Charte ne se substituant pas au règlement intérieur de l'établissement, le non-respect des principes établis ou rappelés par la Charte pourra donner lieu à une limitation ou à une suppression de l'accès aux services, et aux sanctions disciplinaires prévues dans le règlement intérieur de l'établissement.